

De l'autre côté de la Méditerranée, le littoral déverse au jour le jour les informations émanant du journal de bord des places fortes de la pêche à laquelle la crise sanitaire n'impose aucune res-

aux conséquences économiques de la crise.

Les mesures de chômage partiel basées sur le salaire forfaitaire du marin, et l'arrêt temporaire sur un pourcentage du chiffre d'affaires

connut l'activité pendant l'occupation, entre couvre-feu et carburant rationné. Aujourd'hui, la navigation de Gérard Romiti est à la fois politique et virtuelle, mais elle est exposée aux vents les plus mauvais.

Un œil sur la pêche corse, sa flotte de moins de 200 bateaux qui pèsent entre 16 et 20 millions d'euros sur le PIB et 1 800 tonnes de poisson. Elle est à 90 % à quai. « Huit bateaux sont sortis aujourd'hui. » Le président se tient informé, sans oublier les aquaculteurs qui ne sont pas épargnés par les soucis de trésorerie exsangue. « En Corse, l'hiver a été mauvais. Les pêcheurs qui représentent une activité essentiellement artisanale, voire familiale, n'ont pratiquement pas travaillé à cause d'une météo très défavorable. Alors, avec ce qui arrive, au début d'une saison touristique, pour une activité piéti et poings liés au marché de la restauration... » Le président considère que les mesures d'accompagne-

ment ne relèvent pas du luxe pour les pêcheurs corses, bien que les questions statutaires aient parfois rendu les choses compliquées. « Nombreux sont ceux qui travaillent encore en nom propre, sans employer de marins. » Mais pour Gérard Romiti, considérer les situations difficiles au cas par cas ne peut suffire. Le président prône un regard différent sur la pêche en cette période de crise, à charge pour celle-ci de savoir se renouveler dans le monde d'après.

#### « Faire partie de cette résistance alimentaire et reconquérir le marché de proximité »

Les dispositions de crise autorisant la vente directe au retour des sorties en mer, « au cul du bateau comme on dit dans notre jargon, avec l'autorisation du préfet et du maire », la pratique commerciale

doit être vue, pour Gérard Romiti, comme l'avant-garde d'une participation « à la résistance alimentaire, comme une pierre à l'édifice. Pourquoi le poisson ne serait-il pas considéré, dans ce contexte, comme un produit de première nécessité au même titre que le produit de l'agriculture. Nous avons en Corse des pêcheurs qui continuent à se battre, à s'organiser sur quelques ports qui ouvrent sur un marché qui reste intéressant. De plus, les prix baissent, le produit est accessible à toutes les bourses », observe-t-il tout en avouant avoir fulminé en apprenant qu'aux Sables-d'Olonne, le loup se vendait jusqu'à 32 euros. « Ici, on le fait péniblement à 12. » Soutenir autant que faire se peut, s'adapter, tels sont les mots d'ordre d'un président qui considère, en outre, que la pêche corse qui souffre également d'une fermeture à l'exportation vers l'Espagne et l'Italie ne pourra faire l'économie d'une

remise en question. À ses yeux, le marché de proximité ne doit pas être un seul repli, mais un véritable positionnement. « L'une des clés, c'est de récréer du lien avec le consommateur, faire en sorte que l'on n'aille plus faire nos courses sans savoir d'où vient le produit, savoir miser sur la forte valeur ajoutée que constituent nos langoustes, nos homards, à partir d'une pêche qui a également contribué à la protection de nos milieux... Et prendre conscience de l'erreur qui a été la nôtre de miser sur le tout tourisme ».

Alors que le Covid-19 sévit encore, qu'il n'est pas encore question de la fin du confinement, bon nombre d'acteurs de la société corse parlent déjà du monde d'après en affirmant que plus rien ne sera comme avant. Que plus rien ne doit être comme avant.

Gérard Romiti en fait partie. Assurément.

NOËL KRUSLIN



90 % de la flotte insulaire est à quai aujourd'hui. Un coup d'arrêt pour l'économie bleue. CHRISTIAN BUFFA